

règne; des déclarations faites au Royaume-Uni établissent, par exemple, qu'il y a un excédent de population atteignant approximativement les 7 millions.

Le fait que nous avons besoin de population, et que d'autres pays en ont un excédent, pose un grave problème. Le Canada peut-il moralement ou matériellement se permettre une politique par trop restrictive en matière d'immigration? Et cependant, en dépit des faits établis et des conséquences du problème, nous constatons, d'après la statistique, que le Gouvernement réduit sans cesse le nombre d'immigrants qui entrent au Canada chaque année. Voici un tableau qui vient des archives du ministère et que m'a fourni dernièrement le directeur de l'immigration. Il révèle que depuis 1951, année où le nombre des immigrants a atteint le chiffre sans précédent de 194,000, il y a eu une réduction constante. En 1952, ce chiffre est tombé à 164,000 pour remonter légèrement à 168,000 en 1953 et retomber à 146,000 pour les onze premiers mois de 1954. On prévoit, sauf erreur, que ce nombre dépassera tout juste 150,000 pour l'ensemble de l'année 1954, mais si l'on en juge par les indices actuels, il ne dépassera certainement pas ce chiffre. Le programme du Gouvernement a donc tendance à réduire constamment le nombre de ceux qui entrent au Canada.

On prétend souvent, il faut bien le reconnaître, monsieur l'Orateur, que l'immigration tend à accroître le chômage et à aggraver les problèmes qui découlent du chômage au Canada. En critiquant le programme du Gouvernement, nous reconnaissons la nécessité d'établir un programme rationnel en matière d'immigration. Nous reconnaissons la nécessité d'un programme saisonnier grâce auquel l'intensité de l'immigration s'adapterait à la courbe de l'emploi au Canada de telle sorte qu'elle diminuerait lorsque le chômage augmente.

En critiquant ainsi le programme ministériel, j'ajoute, en toute équité, qu'il mérite des félicitations, sous un rapport, depuis quelques années: ces trois dernières années, quand le chômage a eu tendance à augmenter durant l'hiver, l'afflux d'immigrants a nettement diminué. C'est une nécessité que nous acceptons. Nous acceptons la coordination et l'organisation saisonnières de l'immigration, mais nous refusons d'admettre que l'immigration, dans l'ensemble, raréfie les occasions d'embauche. A notre avis, un programme réfléchi et vigoureux d'immigration méthodique est conforme à l'intérêt bien entendu de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de

la population. Nous croyons qu'il faut condamner énergiquement le pessimisme du programme officiel de réduction, adopté par le Gouvernement actuel; il faut condamner cette conception d'un Canada étriqué.

A notre avis également, les programmes et les mesures d'immigration, en plus de tenir compte des tendances saisonnières, comme je l'ai déjà dit, doivent être coordonnés et aller de pair avec des programmes judicieux sur le plan fiscal et économique, qui, en créant un climat d'essor, ne cesseront de multiplier les avantages pour les Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ici encore le Gouvernement prête flanc à la critique la plus vive. En effet, ses programmes fiscaux et économiques tendent moins à favoriser de plus en plus les Canadiens au Canada qu'à favoriser de plus en plus ceux qui, dans les autres pays, ouvrent et transforment nos matières premières. Cependant, pour ce qui est des facteurs qui, je l'ai mentionné, sont indispensables à une politique d'immigration raisonnable, vigoureuse et bien coordonnée,—et nous disons qu'il faut condamner le Gouvernement de n'avoir pas réussi à les réaliser,—en supposant la présence de ces éléments, les meilleures données statistiques que nous puissions obtenir nous convainquent que le Canada peut absorber non pas moins, mais plus d'immigrants, sans nuire à la situation de l'emploi, et qu'un programme de cette nature assurerait à la longue de meilleures chances d'emploi. Cependant, nous le soulignons de nouveau, il faut dès maintenant dresser des plans en vue de coordonner les programmes d'expansion économique, de transformation de nos ressources naturelles et de construction d'habitations, en sorte que nous puissions faire face à la situation et absorber ces personnes sans difficulté lorsqu'elles arrivent chez nous.

A l'appui de ce que je viens de dire, je désire verser au compte rendu un sommaire de certains travaux de recherche entrepris récemment sur le rapport qui existe entre l'immigration et l'embauchage et sur la question de savoir dans quelle mesure l'immigration peut, en fait, avoir pour effet d'augmenter les chances d'emploi plutôt que de les diminuer.

Dans une émission radiophonique diffusée en août 1954, le chef des services d'information du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a dit que le demi-million environ de travailleurs immigrés au Canada depuis la fin de la guerre représentait un pouvoir d'achat annuel d'environ 1 milliard de dollars, ce qui équivaut à une augmentation annuelle permanente du pouvoir d'achat de \$2,000 par travailleur immigré. Si l'on assume que la moitié des 211,220 immigrants